

[Text]

programming, a program that is essentially driven by the private sector, which makes initiatives to which we respond.

The budget of the council at the beginning of the current fiscal year stood at \$354 million. It will be increased through a base budget adjustment announced in late May. It will be further increased somewhere down the road, we presume, as the decisions are taken on which are the successful networks of centres of excellence.

The base budget adjustment is very welcome, indeed. It amounts to \$103 million over five years. We would have wished for \$20-something million a year, but it is coming at a different pace: \$9 million in the year one, then \$11 million, then \$17 million, then \$30 million and then \$35 million. So it is very much back-end loaded, to create a phrase.

The matching funding policy has been very successful, indeed, in terms of the amount of money that has been identified and generated within the private sector from all sources in support of university research. The total in the first year in which we collected detailed information—and I might say that this is the first year of perhaps what will be a new data base because this kind of information simply had not existed before—was beyond expectations and was at a level of about \$73 million, of which 60% came from business and industry and 40% from others in the private sector, such as individuals, foundations and endowments.

• 1055

That support is highly skewed in its regional distribution, as was expected. Three-quarters of it came from Ontario and Quebec. More than half was Ontario universities. At the university level, about half the recipients of this kind of support were in engineering and applied sciences—again, no surprise—and one-quarter in mathematics and physics and another quarter in life sciences. Again, none of that was really surprising. The only thing that was surprising was the absolute amount of the level of activity going on, which I think was close to double what anybody might have thought when the matching funding policy was conceived. There was a lot more out there than we actually knew about.

The success of that program. . . and it will be delivering through the budget of our council \$40 million this year, \$65 million next year, and \$90 million the year after that. Those are rather large amounts of money, and we are rather confident they will flow. But having said that, I should emphasize that the success of that policy should not cloud the real need for healthier support of the research base.

[Translation]

jugés d'importance nationale pour le Canada et le programme université-industrie, programme dans le cadre duquel nous donnons suite à des initiatives prises essentiellement par le secteur privé.

Au début de l'exercice financier en cours, le budget du conseil était de 354 millions de dollars. Nous bénéficierons d'une rallonge annoncée à la fin du mois de mai. Par ailleurs, nous supposons que des crédits additionnels seront débloqués à l'avenir au fur et à mesure que se fera le choix des réseaux de centres d'excellence.

Le rajustement du budget de base du conseil nous réjouit. La rallonge sera de 103 millions de dollars sur cinq ans. Nous aurions souhaité obtenir 20 millions de dollars environ par année mais les crédits nouveaux nous seront versés à un rythme différent, soit 9 millions de dollars la première année, puis 11 millions de dollars, 17 millions de dollars, 30 millions de dollars et 35 millions de dollars pour les quatre années suivantes. Le budget grossira donc avec les années.

La politique de financement de contrepartie s'est avérée un franc succès si l'on songe aux contributions réunies par le secteur privé à l'appui de la recherche universitaire. Pour la première année au cours de laquelle nous avons recueilli des données détaillées—et j'ajouterais même que cette base de données n'existait pas avant—le total a dépassé toutes nos attentes pour atteindre 73 millions de dollars environ, dont 60 p. 100 provenait d'entreprises commerciales et de l'industrie, et 40 p. 100 d'autres sources du secteur privé, soit des particuliers, des fondations et des fiducies privées.

Comme prévu, les contributions ont été plus élevées dans certaines régions que dans d'autres. Les trois quarts d'entre elles provenaient de l'Ontario et du Québec. Plus de la moitié ont été faites à des universités ontariennes. Au niveau universitaire, le génie et les sciences appliquées ont reçu près de la moitié des contributions—c'était à prévoir—tandis que les sciences mathématiques et physiques et les sciences biologiques en ont reçu près du quart chacune. Là encore, cela n'a rien d'étonnant. La seule chose qui nous ait étonnés, c'est la vigueur absolue de l'activité qui atteignait le double de celle prévue au moment de la conception de la politique de financement de contrepartie. L'intérêt latent était beaucoup plus grand que nous ne le pensions.

Le succès de ce programme—et il sera financé à même le budget du Conseil à raison de 40 millions de dollars cette année, 65 millions de dollars l'année suivante et 90 millions de dollars dans deux ans. Ce sont des sommes assez considérables et nous sommes confiants que les contributions continueront d'être faites. Toutefois, cela étant dit, je me dois de souligner que les premiers succès de cette politique ne devraient pas faire oublier le besoin très réel qui existe d'un appui plus soutenu à la recherche.